

taux critiques

JO 2026 : comment la facture des Jeux italiens à « coût zéro » a explosé

Valérie Segond Rome

Si l'ardoise finale reste difficile à établir, le coût réel des olympiades sera sans commune mesure avec les projections initiales.

Les élus en avaient fait un slogan : les Jeux olympiques d'hiver de Milan-Cortina seraient à « coût zéro », payés par les droits télévisés, les billets et les sponsors. En 2019, dans son dossier de candidature, l'Italie s'était engagée à réutiliser treize structures existantes pour ses quatorze lieux de compétition, lesquelles ne posaient en principe pas de problème d'accès et devaient tout juste être rafraîchies. Quant à la construction ex nihilo de l'Arena de Santa Giulia, patinoire du hockey à Milan, elle était confiée à des investisseurs privés. Promis : ce seraient des lieux low cost pour les finances publiques, parmi les moins chers de l'histoire olympique. « On promettait pas plus de 1,5 milliard d'euros », se souvient Giuseppe Pietrobelli, journaliste au *Fatto Quotidiano* et auteur d'*Una montagna di soldi* (« Une montagne d'argent ») (Éditions Paperfirst). « En fait, entre les 2 milliards de l'organisation des Jeux et les 4 à 5 milliards investis sur les infrastructures, les JO auront coûté à ce jour 6 à 7 milliards d'euros d'argent public, explique-t-il. Lorsque l'on aura déduit les recettes, on arrivera peut-être à une ardoise finale d'environ 5 milliards ».

Le coût reste très difficile à établir car il dépend de ce que l'on compte. Les dépenses ayant été réparties entre État, régions et communes, l'addition est plus complexe qu'il n'y paraît et ne sera peut-être jamais faite. Une chose est sûre : le coût réel des olympiades sera sans commune mesure avec les projections initiales. L'évaluation en reste très opaque, une certaine transparence sur les investissements publics n'ayant été consentie qu'à l'issue du combat mené par un réseau d'associations, sous la coupe de l'organisation Libera, qui suit l'évolution sur son site Open Olympics.

Si le budget a explosé, c'est d'abord parce que le périmètre des investissements a totalement changé. Les deux régions concernées, la Lombardie et la Vénétie, la ville de Milan mais aussi les provinces autonomes du Trentin et de Bolzano ont toutes profité des JO pour lancer les travaux qu'elles attendaient parfois depuis des décennies. Comme c'est l'État qui assumait l'essentiel des coûts et que les procédures d'autorisation, qui d'ordinaire freinent la réalisation des travaux, ont été allégées, les régions ont toutes sorti leurs projets de routes, ponts et autres rocadés en attente. Pour elles,

ce fut une sorte de buffet gratis. Ainsi, sur les 98 projets programmés fin 2025 à l'occasion des Jeux par la société publique en charge des investissements, seuls 31 étaient indispensables à leur déroulement. Et la plupart sont si éloignés des Jeux que, au moment même où commencent les compétitions sportives, pas moins de 58 projets ne sont pas terminés, ni même lancés. Et ont pour véritable horizon... l'année 2033 !

Mais ce n'est pas qu'une affaire de changement de périmètre. L'état des installations avait été surestimé et les normes ont changé depuis leur construction. Ainsi, ce qui devait bénéficier d'un lifting léger a souvent été reconstruit de zéro ou presque. Comme l'emblématique et très controversée piste de bobsleigh de Cortina, dont la simple rénovation devait coûter 47,7 millions d'euros, et qui aura en fine coûté 133,6 millions. Giuseppe Pietrobelli, qui a reconstitué les dépenses à partir des annexes des lois de finances, estime que le coût pour les finances publiques des seules installations sportives est passé de 204 millions dans le plan d'origine à 945 millions. Soit quatre fois plus ! Il révèle quelques exemples édifiants.

« De décret en décret, les engagements de l'État, qui prendra en charge tous les dépassements, n'ont cessé d'être revus à la hausse »

Natalie Scippa
Journaliste à « La Via Libera »

La « modernisation » de l'Arena à Anterselva, dans le Trentin-Haut-Adige, qui accueille les épreuves de biathlon, et dont le budget initial était prévu à 4,7 millions, a coûté 55 millions. Pour le stade de Cortina, où se disputent les épreuves de curling, dont les capacités d'accueil ont été presque doublées, la facture a bondi de 7,6 à 20 millions d'euros. Les pistes de ski du Stelvio, à Bormio, avec le centre olympique et le Pentagono, site du ski alpin homme, ont vu leur budget passer de 7 à 78 millions d'euros. Le Snowpark de Livigno, avec un bassin d'enneigement à 2 600 mètres d'altitude pour alimenter les canons à neige, sa nouvelle télécabine de Mottolino et son parking, a coûté plus de 160 millions

au lieu des 20,7 millions prévus. Et la liste n'est pas exhaustive.

Certes, entre 2019 et aujourd'hui, la pandémie a déstabilisé les chaînes d'approvisionnement et fait flamber les prix des matières premières. En 2022, aucune entreprise n'était prête à répondre aux appels d'offres autour des Jeux tant les prix avaient grimpé, de 30 % disaient-on alors. Le gouvernement Draghi a alors dû consentir à ce que soient intégrées dans les appels d'offres des clauses d'ajustement des prix à l'inflation.

Le Covid et l'explosion des prix ont entraîné d'énormes retards dans la planification. Fin 2023, soit quatre ans après avoir obtenu les Jeux, les chantiers étaient quasiment au point mort. Il a fallu nommer un commissaire en 2024 et lui attribuer de nombreux pouvoirs dérogatoires pour accélérer le chantier. Mais, en novembre 2025, la Cour des comptes s'alarmait encore des incroyables retards pris par les opérations.

« De décret en décret, les engagements de l'État, qui prendra en charge tous les dépassements, n'ont cessé d'être revus à la hausse », raconte la journaliste Natalie Scippa, qui scrute depuis 2020 l'avancée du chantier pour le journal *La Via Libera*. Y compris dans ce qui devait relever du seul secteur privé, comme le décrypte Duccio Facchini dans son livre *Oro colato* (« Or coulé », Éditions Altreconomia). En juillet 2025, le gouvernement Meloni s'est même engagé à couvrir les dépassements de coûts sur deux projets privés à 100 %, la Santagiulia Arena et le Village olympique de Porta Romana, à Milan. Pour un montant global alors estimé à 100 millions d'euros. Du côté de l'organisation des Jeux aussi, les factures se sont emballées, et il a fallu remettre au pot in extremis, 387 millions, sous le couvert de l'organisation des Jeux paralympiques, et nommer un nouveau commissaire.

Certes, au moment où l'esprit sportif doit prévaloir, l'heure n'est pas venue de dresser une austère comptabilité et de pointer les manquements. En attendant que l'on tire le vrai bilan financier de l'opération pour tous les contributeurs italiens, tous les acteurs locaux se réjouissent que ces Jeux, au moins, laissent un important héritage en Lombardie et en Vénétie. ■

➔ Lire aussi PAGES 12 ET 13

L'Union européenne peine à sortir de ses dépendances

Isalia Stieffatre Bruxelles

L'Europe est « largement et dangereusement dépendante de pays tiers », particulièrement de la Chine, pour s'approvisionner en matières premières critiques. C'est le constat, amer mais incontestable, du rapport de la Cour des comptes européenne (ECA) publié début février. Ces minerais (graphite, lithium, palladium, cobalt ou encore la famille des 17 métaux appelés terres rares), vitaux dans le secteur des technologies propres, des véhicules autonomes, de la défense et de l'aérospatial sont devenus un champ de bataille géo-économique. En cause, le quasi-monopole chinois sur leur production et leur raffinage, et la tendance de Pékin à utiliser cette mainmise comme levier de coercition politique.

L'audit européen n'y va pas par quatre chemins, et confirme ce que beaucoup d'acteurs du secteur redoutaient : « Les mesures prises par l'UE en matière de diversification des importations ne produisent pas de résultats tangibles, des goulots d'étranglement entravent la production nationale et le recyclage en est encore à ses balbutiements. De nombreux projets soutenus par l'UE ont peu de chances d'aboutir à temps. La sécurité de l'approvisionnement d'ici 2030 semble hors de portée. »

Exit, donc, les objectifs du fameux règlement sur les matières premières critiques (dit CRMA), officiellement mis en place en mai 2024. Ceux-ci sont déjà fragilisés avant même d'être atteints. Sans trajectoire crédible, ni contraintes légales, le règlement échoue largement dans ses ambitions à ce stade. Selon le texte, la consommation annuelle européenne ne pourrait pas dépendre à plus de 65 % d'un seul pays tiers, et 40 % devraient être raffinés par des entreprises européennes. Quant aux projets d'extraction nationaux, il faut parfois attendre jusqu'à vingt ans, voire plus, avant qu'ils ne soient opérationnels.

« Tout le monde savait que nous n'allions pas être capables d'atteindre nos objectifs. En fait, les choses ont empiré depuis la promulgation du CRMA. Parce que la Chine a compris qu'elle pouvait utiliser de façon stratégique ses ressources et sa production, avec notamment des restrictions sur les exportations », détaille Varg Folkman, analyste en économie politique à l'EPC (European Policy Centre).

Aujourd'hui, la stratégie européenne repose principalement sur ce qu'elle sait

faire de mieux : les accords de libre-échange. Au cours des cinq dernières années, l'UE a signé quinze partenariats stratégiques ou accords commerciaux, avec le Canada, la Namibie ou le Chili. Kiev fait également office de partenaire crucial, au regard de ses importantes réserves. Mais l'Union est concurrencée en Ukraine, comme partout ailleurs, par les États-Unis. Ces derniers dépendent sans compter pour nouer des accords bilatéraux, et garantissent des investissements nationaux rentables dans des projets miniers et de raffinage.

Projet de stockage commun

Car l'argent, plus que la diplomatie des accords, reste le nerf de cette nouvelle guerre des terres rares. Avec ses prix cassés, Pékin contrôle l'offre et la demande. « Il y a énormément d'entreprises européennes qui ont l'expertise et les capacités pour le raffinage et l'exploitation de ces terres. Mais l'équation financière pour assurer la viabilité des projets est complexe. Il faut trouver le bon instrument, les bonnes mesures incitatives. Une option pourrait être l'implication de la Banque européenne d'investissement et les crédits-exports », analyse Nicolas Pottiers, spécialiste au think-tank Bruegel. Le projet de prochain budget européen donne une enveloppe hypothétique de 3 milliards d'euros pour ces projets, mais sans certitude.

Même si la Commission européenne tempère les conclusions du rapport de la Cour des comptes, en rappelant que les données analysées couvrent principalement la période d'avant l'entrée en application du CRMA, elle ne se contente pas de faire le dos rond. En décembre, Bruxelles a présenté le projet RESourceEU, qui doit venir « stimuler les investissements dans des projets stratégiques pour la production et la transformation de matières premières critiques en Europe ». Selon un porte-parole de la Commission européenne, cité par Reuters, Bruxelles travaille aujourd'hui sur un projet de stockage commun de matières premières critiques, qui rassemble déjà dix pays membres. Le vice-président exécutif, Stéphane Séjourné, avait fait allusion à cette initiative en décembre. Mais le temps et la lenteur des pays membres pourraient jouer contre l'UE, la poussant à sortir de la dépendance chinoise pour tomber dans une autre à l'égard des États-Unis ou du Japon si ces deux pays montent rapidement en gamme dans les capacités de traitement des minerais critiques. ■



La simple rénovation de la piste de bobsleigh de Cortina, qui avait été estimée à 47,7 millions d'euros, a coûté en fine 133,6 millions d'euros. RICHARD HEATHCOTE / GETTY IMAGES VIA AFP